



société  
**inclusive**

# Vers une société québécoise plus inclusive

Une initiative de recherche intersectorielle

Rencontre des partenaires du  
28 septembre 2017

Compte rendu

# Introduction

L'initiative de recherche intersectorielle « Vers une société québécoise plus inclusive » est lancée! Le 28 septembre dernier, à Montréal, avait lieu la première rencontre des partenaires de l'initiative, à laquelle 36 organisations ont répondu « présent! ».

Le but de cette rencontre était de présenter les grandes lignes de l'initiative Société inclusive et de discuter des quatre thématiques de l'initiative : 1) Environnement physique et mobilité personnelle, 2) Environnement social, 3) Santé et adaptation-réadaptation, et 4) Attitudes, préjugés et discrimination. Des groupes de discussion thématiques ont permis aux participants de définir les problématiques sur lesquelles Société inclusive devrait se pencher de façon prioritaire. Un sondage a également été conduit auprès des participants en amont de la rencontre du 28 septembre pour mieux connaître les priorités et les intérêts des partenaires.

Ce compte rendu présente quelques idées transversales à retenir des groupes de discussion et des résultats du sondage. Vous trouverez ensuite les comptes rendus détaillés pour chaque thème.

Bonne lecture!

L'équipe de Société inclusive

Montréal, le 4 octobre 2017

## À retenir

### **1. La recherche appliquée et participative**

Les participants ont soulevé l'importance de mener des recherches impliquant les usagers ou des représentants d'usagers, et de réaliser des projets centrés sur des retombées concrètes. Dans cette même ligne d'idée, on a soulevé l'importance de rendre accessibles les résultats de la recherche aux participants et de vulgariser les résultats à chaque étape du projet.

### **2. La volonté de trouver de nouveaux modèles de travail**

Les discussions ont révélé une volonté d'innover sur la manière de travailler à un objectif commun : rendre notre société plus inclusive pour tous. On parle de concertation, d'approches intégrées et intersectorielles, de briser les silos... Une approche particulièrement importante lorsqu'il est question d'accessibilité universelle, pour éviter que les solutions des uns ne deviennent les obstacles des autres. Les projets de Société inclusive peuvent offrir des occasions d'expérimentation en ce sens. À cet effet, il serait pertinent que les équipes documentent les défis qui se sont présentés et les solutions trouvées dans le cadre d'un projet intersectoriel.

### **3. Documentation et diffusion de l'existant**

Que ce soit en ce qui concerne le Code de la construction, les quartiers intergénérationnels, ou les activités de loisir, il apparaît souhaitable de documenter l'existant et de diffuser l'information sur ce qui se fait déjà. De même, on a souligné l'importance de documenter et de valoriser les bons coups et les réussites. Plusieurs ont par ailleurs souligné le manque de données statistiques sur les personnes handicapées.

### **4. Des thèmes transversaux : le transport, la communication, le numérique**

Certains thèmes ont été abordés dans tous les groupes de discussion. Le transport adapté, l'accessibilité des moyens de communication – numériques notamment, sont des incontournables pour permettre aux personnes qui ont des limitations de trouver un emploi convenable et de le garder, d'étudier, de se divertir, etc.

### **5. L'importance de la sensibilisation et de la formation**

Que ce soit auprès des employeurs, des professeurs, des étudiants en ressources humaines ou des professionnels de la santé, l'importance de la formation et de la sensibilisation à la réalité des personnes handicapées a été maintes fois soulignée. Il importe de trouver de nouvelles approches en la matière et de favoriser davantage l'implication des personnes handicapées elles-mêmes.

# Thème 1 – Environnement physique et mobilité personnelle

## Résultats du sondage

Dans le but de mieux préparer la rencontre du 28 septembre 2017, l'équipe de Société inclusive avait mené un sondage auprès des partenaires en leur demandant sur quels aspects thématiques il apparaissait prioritaire de proposer des solutions concrètes à court ou moyen terme. Sur le thème **Environnement physique et mobilité personnelle**, la majorité des répondants ont signifié leur intérêt pour l'ensemble des sous-thématiques proposées. Certains répondants ont également mentionné les priorités suivantes :

- Accessibilité des moyens de communication
- Accroître la qualité d'accès aux aides techniques
- Accessibilité des lieux : accessibilité universelle, accessibilité du réseau piétonnier, accessibilité humaine (bien vulgariser l'accessibilité disponible maintenant), accessibilité des infrastructures de transport, formation continue
- Guide de sortie (loisirs) pour différentes clientèles
- Cocréation de produits et services favorisant l'accessibilité

## Groupe de discussion

Animation : François Routhier

Prise de notes : Anne-Marie Hébert

Personnes présentes (13) :

**Valérie Martel**, CIUSSS capitale-nationale

**Catherine Blanchette-Dallaire**, On roule

**Isabelle Émond**, OPHQ

**Aline Patcheva**, Société logique

**Eva Kehayia**, CRIR

**Nathalie Roussel**, Ville de Victoriaville

**Suzanne Montreuil**, RAMQ

**Olivier Beausoleil**, Ville de Montréal

**Pier-Alexandre Éthier**, Motion Composites

**Éric Simoneau**, Montion Composites

**Lyne Ménard**, Kéroul

**André Leclerc**, Kéroul

**Marie Turcotte**, Ex Aequo

### A) Priorités identifiés

- 1) Code de la construction du Québec
- 2) Études indépendantes sur l'impact des technologies, soutien au développement
- 3) Évaluation des normes et d'initiatives telles que « Destination pour tous » de Kéroul
- 4) Recherche appliquée

**B) Critères, précisions ou suggestions en lien avec les priorités**

- Avoir des usagers ou des représentants d'usagers
- Impact provincial, avoir une collecte de données provinciale

**C) Commentaires**

- Faire attention de ne pas cibler qu'une tranche de la clientèle si on fait affaire avec des associations; sous-représentation des besoins. Prise en compte des différents types d'incapacités
- On souligne que la « recherche appliquée » n'est pas un thème, mais plutôt une approche ou une méthode.  
C'est vrai, mais on l'a mis en priorité parce que les participants ont insisté sur cet aspect.
- Le transport pour les personnes ayant des incapacités est une problématique bien connue au Québec, pour laquelle peu de solutions sont identifiées. Cette question se pose avec encore plus d'acuité en dehors des grands centres urbains. Nous ne pourrions atteindre notre objectif d'une société plus inclusive sans imaginer des solutions novatrices sur cet aspect fondamental.

**D) Notes**

- Accessibilité des lieux : s'assurer que des solutions ne deviennent pas un obstacle pour d'autres
- Infrastructures de transport : utilisation sur le terrain; pourquoi l'achalandage des transports adaptés n'a pas été amélioré?
- Moyens de communication : avoir les outils
- Pas de projet pilote, pérennité du financement
- Avoir des guides, des résumés, etc. avec des visées provinciales sur des thématiques déterminées
- Équipements pour les piscines, etc.
- Sondage auprès des personnes handicapées elles-mêmes, incluant les personnes âgées.
- Existe-t-il de la littérature sur le sujet?
- Développer des solutions pour le privé. Comment partager/exporter des solutions existantes?
- Diffusion de l'information
- Réseau piétonnier :
  - Joint entre les dalles : diminution des chocs (pourquoi ont-ils des joints différents à Chicago?)

- Aménagement sécuritaire des terre-pleins (difficile pour les utilisateurs de fauteurs roulants ou aveugles)
- Efficacité des fauteuils roulants :
  - Comment mettre en lien des entreprises
- Code de la construction du Québec (CCQ) :
  - Études comparatives en matière d'accessibilité (Ontario, France, États-Unis, etc.)
  - Impact sur le milieu
  - Bonification du CCQ
  - Évaluation des impacts économiques des normes d'accessibilité
  - Études indépendantes sur l'impact des technologies :
    - Liens avec d'autres solutions (adaptation du domicile, transport adapté)
    - Cohérence avec le Code de la construction
- Mises à jour statistiques
- Évaluation d'initiatives telles que « Destination pour tous » de Kérout (programme de certification), des retombées des politiques et /ou d'approches, des normes
- Identification et expériences des utilisateurs
- Développement d'indicateurs d'accessibilité
- Standardisation des normes en matière d'accessibilité
- Accessibilité partielle
  - Rendre l'information disponible
  - Qui peut être desservi par ce qui est accessible partiellement et comment
- Utiliser Société inclusive pour stimuler davantage l'innovation auprès de l'entreprise privée
- Besoin de recherche appliquée

## Thème 2 – Environnement social

### Résultats du sondage

Dans le but de mieux préparer la rencontre du 28 septembre 2017, l'équipe de Société inclusive avait mené un sondage auprès des partenaires en leur demandant sur quels aspects thématiques il apparaissait prioritaire de proposer des solutions concrètes à court ou moyen terme. Sur le thème **Environnement social**, la majorité des répondants ont signifié leur intérêt pour l'ensemble des sous-thématiques proposées. Certains répondants ont également mentionné les priorités suivantes :

- Accès à des activités de sport, loisir, tourisme : liste des activités accessibles, application mobile
- Accès à l'emploi
- Accès à l'éducation : accès aux 21 ans et plus
- Comment faire comprendre les besoins aux acteurs clé : formation continue, professionnels, municipalités
- Accès au logement : quelles mesures sont employées dans d'autres provinces, liste/caractéristiques de logements adaptés

### Groupe de discussion

Animation : Fabienne Boursiquot

Prises de notes : Christine Alary Gauvreau

Personnes présentes (9) :

**Antoine Perreault**, Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)

**Hélène Laflamme**, INESSS

**Alex Battaglini**, CISSS Laval

**Josée Beaudoin**, CEFRIO

**Chantal Boucher**, CNESST

**Raymond Guoin**, Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA)

**Laurence Perreault-Rousseau**, Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au postsecondaire (AQEIPS)

**Manon Boisvert**, Regroupement des organismes spécialisé pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH)

**Luc Thériault**, MSSS

## A) Priorités identifiées

- 1) Inclusion socio-professionnelle : accès à l'emploi
  - Transition école – vie professionnelle : embauche, accompagnement des employeurs (freins à l'embauche, facteurs qui influencent leur refus), formation des gens en ressources humaines
  - Réintégration professionnelle
  - Maintien en emploi, emploi de qualité (salaire, statut)
  - Statistiques économiques
  
- 2) Inclusion sociale
  - Notion d'habitat au sens large (milieu de vie) et de réseau social, mais aussi le chez-soi (revue systématique de ce qui se fait dans les pays de l'Europe du Nord)
  - Trouver des nouveaux modèles plus inclusifs, adaptés
  - Les bibliothèques comme vecteurs d'inclusion sociale et d'apprentissage tout au long de la vie
  
- 3) Intersectorialité
  - Comment générer des projets intersectoriels. En faire un objet de recherche.

## B) Notes

- **Accès au logement et à une vie autonome :**
  - Politique de *Vieillir chez soi* au Québec.
  - Le réseau a identifié des projets pour l'INESSS : aspects du logement, habitat, adaptation du domicile et sortir de chez soi (transport, centres commerciaux...).
  - Quartiers de génération, différents modèles de voisinage un peu partout dans le monde (modèle intergénérationnel des pays scandinaves); certains projets au Québec (Limoilou, Victoriaville?); parler d'habitat, pas seulement de logement.
  - Quel serait le milieu de vie de demain? Repérer, documenter, partager les observations de ces projets qui fonctionnent. Développer un modèle.
  - Attention, car ces projets ne sont pas toujours les plus sécuritaires (ex. : rues partagées, dangereux pour les aînés ou les non-voyants).
  - CEFRIO : intérêt pour des projets sur mieux vieillir chez soi et adaptation technologique.
  - MSSS : projet de quartier complet.
  
- **Intégration et maintien à l'emploi :**
  - Capacité de travail chez les personnes vivant avec des limitations qui n'est pas complètement exploitée.
  - Sensibilisation des employeurs à l'embauche des personnes handicapées.
  - Pourrait-il y avoir plus de statistiques au niveau du nombre de personnes bien adaptées au travail et des employeurs satisfaits?

- CIT (contrats d'intégration au travail avec les employeurs) : mesure pour employabilité et maintien à l'emploi ; certaines régions sont à court d'argent pour ce programme géré par Emploi Québec (par région). Résultat : les organismes ne font plus de demandes. Pas de statistiques sur les besoins réels et le nombre de refus. Budgets de renouvellement, mais pas nécessairement de nouvelles demandes.
- Question d'éducation, de formation des personnes qui font l'embauche?
- Au ROSEPH : financement pour éduquer les employeurs à l'embauche des personnes handicapées (base volontaire).
- Coforce, une entreprise d'économie sociale : documenter les belles initiatives? Étude de cas pour valoriser ces modes d'intégration?
- Évaluer les besoins d'intégration technologiques pour aider les travailleurs à être plus performants; répertoire de besoins à combler par des technologies? Plusieurs technologies existent sûrement déjà, mais comment peut-on les connaître davantage et les adapter?
- Formation à l'université en ressources humaines : aborder le recrutement de populations handicapées?
- Quotas en France pour l'embauche de personnes handicapées; y aurait-il lieu de se questionner là-dessus au Québec ? (peuvent donner des contrats à des entreprises adaptées. Résultat : il y a beaucoup plus d'entreprises adaptées en France)
- Aînés sans emploi : situation de pauvreté ; peut-être nouvelles approches de mise en commun, de partage ; regarder d'autres perspectives ailleurs dans le monde.
- ROSEPH : projet d'accompagnateur pour intégration au travail qui fonctionne bien (projet dans Lanaudière) ; accessibilité des accompagnateurs ?
- Employeurs : mieux comprendre les freins à l'emploi avec les personnes handicapées
- Transformations numériques sont de plus en plus présentes et complexes dans les environnements de travail. Ex. : enjeu de mise à jour des systèmes informatiques qui limite la performance des personnes avec un handicap visuel. L'Ontario a des politiques à cet égard; au Québec aussi, mais on ne les respecte pas.
- Accès à un nouvel emploi donne accès à un réseau social
- Information, mais aussi compréhension des employeurs : ce que ça implique, mais ce que ça rapporte aussi
- Impact économique des personnes handicapées à l'emploi dans les entreprises adaptées : oui c'est rentable/payant.
- Coût social de ne pas réintégrer des personnes handicapées à l'emploi; démontrer le coût associé à la discrimination systémique.
- Qualité de vie aussi, question de droits humains
- Statistiques disponibles : OPHQ 2000 ou 2012? Statistique Canada, étude longitudinale sur l'emploi, situation de santé, loisirs, etc. pour personnes plus âgées. Spécificités québécoises, régionales?
- Comité consultatif - personnes handicapées l'intégration, la réintégration et le maintien en emploi des personnes handicapées: équipes de recherche pourraient être en lien avec d'autres parties.

- **Accès à l'éducation :**
  - Déjà coûteux pour les étudiants, encore plus difficiles pour les étudiants avec un handicap (la plupart ne peuvent pas travailler pendant leurs études)
  - Problème de la discrimination; craintes des professeurs, qui n'ont pas de formation sur les handicaps
  - Étudiants en situation d'échec, d'anxiété...
  - Travail sur inclusion (AQEIPS)
  - Accès à des stages difficile, ce qui rend difficile l'accès à l'emploi
  - Très peu de statistiques. OPHQ : chiffres peu spécifiques, peu détaillés (ex. : 30% des personnes handicapées travaillent)
  - Augmentation des élèves avec difficultés d'apprentissage
  - Développement d'outils de sensibilisation (ROSEPH) pour certaines conditions
  - Formation de l'employeur, mais aussi des futurs employés (se préparer au milieu de travail, développer des habilités sociales)
  
- **Accès à des loisirs :**
  - Lien à faire avec accès à des réseaux. Comment soutenir le développement de réseaux?
  - Problème d'accessibilité pour acheter des billets.
  - Manque de socialisation chez les aînés serait un facteur déterminant dans la qualité de vie ; façon de briser l'isolement. Ne pas seulement regrouper des aînés entre eux
  - Accès à un revenu décent nécessaire pour avoir des loisirs
  - Lien avec éducation et travail
  - Généralisable à toutes les populations avec tous les types de handicap
  
- **Discrimination, un enjeu transversal (éducation, emploi) :**
  - Idée de regarder le nombre de personnes refusées en stage dans un CISSS
  - Idée de regarder la possibilité de combiner des cégeps universités avec étudiants en situation de handicap et stages
  - Problème des stages perpétuels pour les étudiants handicapés
  
- Attention à la nomenclature des thèmes : adaptation vs accès. Il n'est pas seulement question d'accès, mais bien d'accès adapté.
- Accès à la technologie et au numérique (utilisation de la technologie, communication, aides techniques). Peut-être à ajouter dans ce thème? Peut-être un thème transversal?
- Regarder l'innovation dans les PME?

# Thème 3 – Santé et adaptation-réadaptation

## Résultats du sondage

Dans le but de mieux préparer la rencontre du 28 septembre 2017, l'équipe de Société inclusive avait mené un sondage auprès des partenaires en leur demandant sur quels aspects thématiques il apparaissait prioritaire de proposer des solutions concrètes à court ou moyen terme. Sur le thème **Santé et adaptation-réadaptation**, la majorité des répondants ont signifié leur intérêt pour l'ensemble des sous-thématiques proposées. Certains répondants ont également mentionné les priorités suivantes :

- Services d'accompagnement aux familles : prise en charge d'enfants lourdement handicapés
- Soutien à domicile : comparaison avec les autres provinces
- Accès aux services de santé
- Technologies d'assistance

## Groupe de discussion

Animation : Andréanne Guindon

Prise de notes : Nathalie T. Nguepnang

Personnes présentes (7) :

**Christian Sénéchal**, Grands ballets canadiens

**Iris Leroux**, MEDTEQ

**Catherine Mercier**, CIRRIIS

**Marie-Christine Gareau**, Centre Philou

**Sarah Muller**, Kinova

**Walter Zelaya**, MEMO-QC

**Sylvie Nadeau**, REPAR

**Sylvie Bilodeau**, CISSS de la Montérégie-Centre

### A) Priorités identifiées

- 1) Accès aux technologies et aux services :
  - a. Démocratiser l'accès
  - b. Soutien financier (comment faire reconnaître les impacts des technologies et services, par exemple auprès de la RAMQ)
  - c. Acceptabilité des technologies pour les différentes déficiences

- d. Développement technologique selon les besoins cliniques et des personnes
- 2) Accès à des soins de qualité dans le contexte de la réforme du système de santé
  - a. Suivi à long terme (entre services, retour dans la communauté)
  - b. Système de plaintes
  - c. Place de la réadaptation dans les CISSS/CIUSSS
- 3) Rôles et impacts des services d'accompagnement, des services de répit et services complémentaires, des pairs aidants
- 4) Outils et mécanismes pour soutenir les personnes et leurs proches dans leur propre prise en charge dans leurs soins

### **B) Critères, précisions ou suggestions en lien avec les priorités**

- 1) Que les partenaires déterminent ce qu'il est important de démontrer/documenter comme impact(s). Les membres du groupe aimeraient voir des études qui démontrent un impact sur les personnes ou les services (retombées concrètes)
  - 2) Que l'équipe documente les défis qui se sont présentés et les solutions trouvées dans le cadre d'un projet intersectoriel
  - 3) Vulgarisation à toutes les étapes du projet, rendre les résultats de la recherche accessibles aux participants (responsabilité partagée)
- Enjeux éthiques, délais; sensibiliser le comité des partenaires

### **C) Notes**

- Défi pour les milieux cliniques de trouver des partenaires pour aider dans le développement des technologies
- Promouvoir l'accès à long terme aux soins de santé à des personnes ayant des incapacités, notamment entre les services/sites et au moment du retour à la communauté
- S'assurer de la qualité des services et de la place des services de réadaptation dans le contexte des réformes du système de santé
- Difficultés de communication entre la recherche et les praticiens
- Démocratisation de l'accès aux technologies, équité dans les « critères » d'attribution des aides techniques
- Acceptabilité de la technologie tant pour les cliniciens que pour les usagers
- Développer des technologies en réadaptation
- Impact économique de la technologie sur la société
- Impacts économiques et sociaux des services complémentaires (ex. service de répit, pairs aidants, services communautaires)
- Rôles des personnes et des proches dans leur autogestion ou prise en charge
- Enjeux et défis de la recherche en partenariat (en termes de délais, visions différentes, etc.)

# Thème 4 – Attitudes, préjugés et discrimination

## Résultats du sondage

Dans le but de mieux préparer la rencontre du 28 septembre 2017, l'équipe de Société inclusive avait mené un sondage auprès des partenaires en leur demandant sur quels aspects thématiques il apparaissait prioritaire de proposer des solutions concrètes à court ou moyen terme. Sur le thème **Attitudes, préjugés et discrimination**, la majorité des répondants ont signifié leur intérêt pour l'ensemble des sous-thématiques proposées. Deux répondants ont mentionné les priorités suivantes :

- Sensibilisation et formation du personnel : utilisation de nouveaux outils en ligne, développement de nouvelles approches, contact direct avec les personnes ayant des incapacités (PAI), valoriser les initiatives positives
- Sensibilisation de la société : promotion et respect des droits des PAI

## Groupe de discussion

Animation : David Fiset

Prise de notes : Carole Anglade

Personnes présentes (12) :

**Patrick Fougeyrollas**, RIPPH

**Monique Lefebvre**, AlterGo

**Sylvie Fournier**, Ville de Québec

**Frédérique Laurier**, CIUSSS Centre-Sud

**Louise Giroux**, MBAM

**Delphine Guibourgé**, Ville de Montréal  
(Bibliothèques)

**Camille Desforges**, COPHAN

**Annie Poirier**, CISSS Montérégie-centre  
(déficience visuelle)

**Félicia Guarna**, CIUSSS Centre-Ouest  
(déficience physique, déficience  
intellectuelle et trouble du spectre de  
l'autisme)

**Marc St-Onge**, AQLPH

**Émilie Raymond**, CIRRISS

**Bonnie Swaine**, CRIR

**A) Priorités identifiées**

1. Changement de culture (capacitisme) et développement de compétences
2. Les facilitateurs ou les obstacles de la sensibilisation; facteurs de participation aux formations; meilleures méthodes de sensibilisation et de communication (favoriser la participation des personnes ayant des incapacités)
3. Perception de la population en général sur les personnes handicapées
4. Définition de l'inclusion sociale et ses enjeux (inclusion de qui? avec quels outils de mesure?)
5. Comprendre l'invisibilité des personnes handicapées; améliorer la visibilité des personnes ayant des incapacités dans les secteurs d'activités

**B) Notes**

- Définir l'inclusion sociale et ses enjeux, l'accessibilité universelle, la société inclusive (diversité complexe);
  - nécessite un partage avec le plus grand nombre de partenaires et de groupes
  - besoin d'un changement d'attitudes
  - développer les compétences des acteurs, faire de la formation et de la sensibilisation. (question du financement)
  - préjugés personnels et empowerment
- Changement de culture (loi) et de la perception des citoyens avant de changer les PAI. Difficulté à intéresser les gens à se former sur les personnes présentant des incapacités.
- La communication (diffusion et accessibilité) : les personnes handicapées peuvent ne pas savoir que les services sont accessibles; enjeu majeur avec toutes les clientèles; un point positif est l'importance du rayonnement de tout geste centré sur l'accessibilité universelle.
- Participation des personnes concernées.
- Sensibilisation des organisations (activités de sensibilisation, formation à la diversité, soutien-conseil et accompagnement).
- Difficulté de concilier sécurité et accessibilité.
- Mois de l'accessibilité dans les Bibliothèques de Montréal. Les bibliothèques pourraient être un bon terrain pour des recherches sur les préjugés et attitudes.
- Accès aux services de santé à l'extérieur de la réadaptation. L'accès au médecin, dentiste, etc. est limité parce qu'ils peuvent être mal à l'aise. Sensibiliser, former et informer les personnes ressources.
- Question du soutien-conseil : développer des projets qui visent à l'opérationnalisation. Sur le plan politique, reddition de comptes en rapport avec les normes, créer de nouvelles professions.
- Dans le milieu de la santé, la restructuration représente un défi. Le milieu communautaire a de la difficulté à créer des ponts avec la réadaptation. Intégrer les organismes communautaires plus tôt dans le processus de réadaptation.

- Les plans d'action sont faits en silo. Il n'y a pas d'engagement entre les organisations.
- Pas de tradition de « ableism ». Réfléchir à une formule plus conviviale des personnes ayant une incapacité. Notion de « capacitisme » (L. Parent, militant) pour décrire la discrimination envers les personnes qui ont des incapacités. Marketing social : rendre visible le handicap (on entend peu les personnes handicapées dans les communications publiques, cibles politiques pour des élus avec des incapacités).
- Peu d'indicateurs statistiques sur les personnes handicapées. Ajouter une mesure de participation sociale pour les instituts statistiques. Intégrer des données sur les personnes handicapées dans les enquêtes de population.
- Présence de préjugés entre les groupes de personnes ayant des incapacités. Dimensions structurales, identitaires et financières (ex. du plan d'accessibilité à Québec où les aînés de voulaient pas être associés aux personnes handicapées).
- Faire une lecture transversale de toutes les politiques.
- Question des outils de communication, notamment pour rejoindre les jeunes. Tout repenser en terme de virtualisation. Mais attention à la « fracture numérique ».
- Il faut une pluralité de méthodes de recherche (co-construction).
- Loi canadienne et responsabilité de juridiction; le rapport entre le provincial et le fédéral constitue un défi.